



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **24 SEP. 2024**

**portant prescriptions complémentaires à la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.)
pour l'exploitation de la carrière de Baldersheim (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives et notamment l'article R. 181-45 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim (68) par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2024 portant mise en demeure à la société Ganter Lavigne Extraction – Groupe Michel SAS – de respecter les dispositions applicables aux installations de son site de carrière de Baldersheim (68) ;

VU les courriers de la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) transmis au service d'inspection le 11 mai 2021, le 22 décembre 2021 et le 24 mai 2022, relatifs au plan d'action à mettre en place à la suite des conclusions de l'étude de stabilité datée du 5 mai 2021 sur les talus est et ouest ne disposant pas d'une distance de recul de 10 mètres entre les bords des excavations et les limites du périmètre autorisé ;

VU le rapport du 12 janvier 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées relatif à la visite du 20 octobre 2023 ;

VU le courrier du 22 mars 2024 de la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) en réponse au rapport de l'inspection des installations classées du 12 janvier 2024, sollicitant la modification des délais relatifs à la reconstitution des banquettes historiques, fixés à l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 février 2023 ;

Considérant que lors de la visite du 20 octobre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que le réaménagement des zones 2 et 4 prévu pour le mois de décembre 2022 n'était pas terminé, les profils P7a à P7d (associés au plan d'exploitation du 23 août 2023) montraient que la bande de protection entre la limite du site et le bord de l'excavation ne faisait pas 10 mètres au niveau de la zone 4, que la zone 2 n'était pas recouverte de terre végétale et que le merlon n'était pas finalisé ;

Considérant qu'en réponse au rapport de visite susvisé, par courrier du 22 mars 2024 susvisé, la société G.L.E. a indiqué que le retard pris était dû aux intempéries ainsi qu'au délai nécessaire au tassement des matériaux, que l'état du sol et le délai pour tasser les matériaux était indispensable pour garantir la sécurité des engins réalisant les opérations sur les banquettes périphériques historiques ;

Considérant que l'exploitant dans son courrier du 22 mars 2024 susvisé demande à modifier les délais de réalisation des opérations de reconstitution des banquettes périphériques prévus à l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 février 2023 susvisé afin notamment d'allonger le délai associé au tassement des matériaux ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre en compte cette demande uniquement pour la zone 3, cette zone n'ayant pas fait l'objet de l'arrêté du 15 février 2024 susvisé, les échéances prévues pour les zones 1, 2 et 4 restant ainsi inchangées ;

Considérant que les conditions d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans la demande de modification et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions d'exploiter la carrière déjà imposées ;

Considérant que l'article R. 181-45 du Code de l'environnement précise que « *les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet [...]* » ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté qui n'appelle aucune observation de sa part ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ d'application

La société Ganter Lavigne Extraction, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 150 rue de Pfattatt, 68260 Kingersheim, respecte les prescriptions du présent arrêté, pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de « sables et graviers » située à Baldersheim, lieu-dit Wolfaecker.

Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral du 2 février 2023	Article 3.5.2.2	Modifié

Article 3 : Délais de reconstitution des banquettes périphériques

Le tableau présent à l'article 3.5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 susvisé, est remplacé comme suit :

«

Zones	Opérations	Échéances
1, 2 et 4	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	30/11/22
1, 2 et 4	Banquettes périphériques de 10 m terminées	31/12/22
3	Banquette périphérique élargie à 5 m	31/01/25
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux	15/10/25
	Élargissement de la banquette à 10 m	31/01/26
	Phase de latence permettant le tassement des matériaux, distance de 10 m reconstituée	15/10/26
	Banquette périphérique de 10 m terminée	31/12/26

»

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié par son auteur à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Baldersheim et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Baldersheim pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le

24 SEP. 2024

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD